AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : PRE01/230/2012
30 April 2012

Si l’Ukraine n’enraye pas la criminalité policière, les supporters de l’Euro 2012 risquent d’être victimes de violences

L'Ukraine doit réformer de toute urgence sa force de police en prévision du championnat d'Europe UEFA de football 2012, a déclaré Amnesty International après avoir appris que deux hommes ont été dépouillés et passés à tabac par six policiers à Lviv le 21 avril.

La ville de Lviv accueillera trois matchs opposant l’Allemagne, le Portugal et le Danemark durant la compétition.

À seulement 38 jours du coup d’envoi de l’Euro 2012, Amnesty International invite le gouvernement ukrainien à faire clairement savoir que les atteintes aux droits humains ne seront plus tolérées, et à s’engager publiquement à mettre sur pied un organisme indépendant chargé d’enquêter sur les plaintes déposées contre les policiers.

« Le gouvernement ukrainien doit prendre des mesures sans délai afin de mettre un terme aux nombreux crimes imputables à la police, a assuré John Dalhuisen, directeur du programme Europe et Asie centrale d’Amnesty International.

« S’il s’abstient, cela encouragera les policiers à continuer d’agir en fonction de leur propre loi et mettra les supporters de l’Euro 2012 en danger, face à une force devenue incontrôlable. »

Igor Savtchytchyn et Andreï Semenyouk ont été arrêtés à la suite d’un différend dans un bar ; des images filmées par les caméras de surveillance montrent ces hommes se faire soutirer 2 075 dollars (1 570 euros) par six policiers.

En outre, les policiers les ont brutalement agressés, leur infligeant des coups de poing et de pied, et les ont aspergés de gaz lacrymogènes avant de les menotter. Les deux hommes ont ensuite été frappés à plusieurs reprises à coups de matraques, alors qu’ils étaient immobilisés au sol.

Ils ont été conduits au poste de police de Sykhivski à six heures du matin et maintenus en garde à vue sans recevoir de soins médicaux ni pouvoir consulter un avocat pendant 12 heures, avant d’être libérés et conduits à l’hôpital du secteur à bord d’une ambulance, car ils n’étaient pas en mesure de marcher. Ils n’ont reçu aucune explication quant au motif de leur placement en détention.

Les procureurs locaux ont refusé d’engager une action pénale contre les policiers, jusqu’à ce que l’avocat des victimes accorde une interview à une chaîne de télévision locale. Cinq des six policiers ont ensuite été arrêtés, le 25 avril. Le sixième a été admis à l’hôpital le même jour, affirmant qu’il avait été blessé par les deux hommes quatre jours auparavant.

« Cette affaire illustre une nouvelle fois la manière dont le système actuel permet que les comportements criminels des policiers restent impunis en Ukraine : les autorités ne sont intervenues que lorsque les

médias ont été alertés, a expliqué John Dalhuisen.

« Le pays a désespérément besoin d'un nouveau système, robuste, afin d'enquêter sur les crimes imputables à la police. »

Dans une synthèse publiée lundi 30 avril sur les violations des droits humains en Ukraine sous le titre *Ukraine: Euro 2012 jeopardised by criminal police force*, Amnesty International recense de nombreuses affaires survenues dans les villes qui accueilleront l'Euro 2012, dans lesquelles des policiers ont torturé des personnes en vue de leur soutirer de l'argent ou de leur extorquer des « aveux », ou simplement en raison de leur orientation sexuelle ou de leur origine ethnique.

« Notre gouvernement affirme qu'il s'attache à s'aligner sur les normes européennes relatives aux droits humains, mais ses représentants voient les choses autrement et ignorent les droits fondamentaux. Ils pensent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent avec les gens », a déclaré Andreï Golod, l'avocat qui défend Igor Savtchytchyn et Andreï Semenyouk.

Durant le Championnat d'Europe UEFA de football 2012, du 8 juin au 1er juillet, 11 matchs seront joués dans quatre villes ukrainiennes, et des dizaines de milliers de supporters se rendront dans le pays à cette occasion.

Voir aussi :
Vidéo : *Police Criminality Endemic in Ukraine*
Page d'Amnesty International sur l'*Ukraine*
Rapport : *'No Evidence of a Crime': Paying the price for police impunity in Ukraine*